

LIVRES

Le monde demain

Les turbulences de l'actualité ne doivent pas décourager l'ambition de penser l'avenir. Quelques constats, opinions et scénarios contrastés à partir de trois ouvrages en anglais.

EUROPE 2030

sous la direction de Daniel Benjamin
Brookings Institution Press 2010,
155 pages.



A quoi ressemblera l'Union européenne dans vingt ans ? Une option raisonnable - c'est celle de cet ouvrage - consiste à donner la parole à quelques experts de « haut niveau » (comme on dit à Bruxelles).

José Manuel Barroso, le président de la Commission, envisage, à l'horizon 2030, une Union et une Commission jouant un rôle accru dans la régulation internationale. Il considère que l'Europe a un rôle central à jouer pour que les années 2030 soient considérablement plus paisibles que les années 1930. Joschka Fischer, ancien ministre allemand des Affaires étrangères, souligne l'érosion de l'Union sur les plans démographiques et géopolitiques. Pour y répondre, une nécessité : l'intégration renforcée et l'admission de la Turquie. Expriment, cependant, de grands doutes sur les capacités institutionnelles et les volontés nationales d'agir à l'unisson, Fischer voit plus l'Union demeurer « un hamster dans un pneu » (toujours en mouvement, mais n'avancat pas). Selon Hubert Védrine, ancien ministre français des Affaires étrangères, les Etats-Unis seront toujours une puissance dominante dans deux décennies. La question est de savoir si l'Europe en deviendra une. Signalant, en incise, que « le euro est confronté à un avenir incertain », Védrine envisage des politiques d'immigration harmonisées, une politique énergétique et environnementale commune.

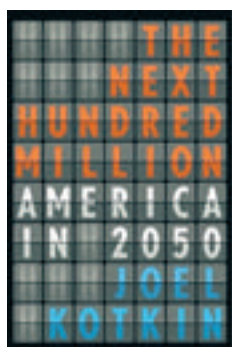
On lira le déclin économique de l'Union à l'aune de sa part du PIB mondial. Avec 25 % en 1995, elle se trouvait devant les Etats-Unis (22 %) et la Chine (6 %). En 2030, l'Union à 27 (16 % du PIB mondial) serait distancée par les Etats-Unis (17 %) et par la Chine (23 %). On picorera quelques perles, dont le passage de l'Union à 28 en 2014, avec la séparation de l'Ecosse du Royaume-Uni.

Le texte le plus singulier traite de l'islam. Avec un optimisme dont le fondement est probablement militant, le chercheur américain Jonathan Laurence s'intéresse à « l'islam d'Europe en l'an 1451 » (2030 dans le calendrier musulman). Les musulmans pourraient représenter 16 % de la population allemande, 15 % de la population française. Ils seraient majoritaires à Bradford, Amsterdam ou Marseille. Notre expert imagine un apaisement des tensions internationales (avec fin du terrorisme islamique) et une normalisation politique, faisant du passé (aujourd'hui) une période sombre de l'histoire...

THE NEXT HUNDRED MILLION

America in 2050
par Joel Kotkin
The Penguin Press, 2010, 308 pages.

Les Etats-Unis se distinguent de la vieille Europe par leur croissance démographique. D'ici quarante ans, ils pourraient compter 100 millions d'habitants de plus. En un demi-siècle, le visage de l'Amérique va singulièrement se modifier. Selon les termes du prospectiviste Joel Kotkin, les Etats-Unis ne seront plus un « pays blanc », mais un « impressionnant amalgame » de groupes raciaux et religieux. Ils inventeront la société « post-ethnique ». Appelés à avoir « plus en commun avec les pays du tiers-monde qu'avec le monde développé », les Américains se distingueront également par une religiosité plus élevée. Craignant moins l'avenir, travaillant plus, et faisant davantage d'enfants, ils sont mieux préparés aux mutations.



Contre le déclinisme ambiant, l'auteur estime que la formidable demande de logements et de changements conduira à la mise en œuvre de nouvelles technologies environnementales et à de nouvelles modalités de travail autorisant, en quelque sorte, une Amérique meilleure.

Alors que les Russes pourraient être 30 % moins nombreux en 2050 et que la population mondiale se stabiliserait, l'avantage américain sera considérable. Si certains prédisent que la Chine deviendrait vers 2020 la plus grande économie mondiale, rien n'est, pour Kotkin, écrit en la matière. L'Inde, toujours pauvre et enfermée dans de multiples conflits ethniques et régionaux, ne saurait véritablement passer devant l'Amérique. Kotkin considère toutefois qu'Inde et Chine compteront bien davantage que l'Europe.

C'est principalement dans les banlieues des villes contemporaines que s'implanteront les nouveaux Américains, où ils sauront innover, notamment par le télétravail qui les libérera des centres-villes. La contraction des temps et la dilatation des distances, rendues possibles par des transports plus rapides, autoriseront une armature urbaine efficace, procurant le bien-être recherché par les habitants actuels et par les futurs arrivants. Le rêve américain actualisé s'incarnera dans ces banlieues, aujourd'hui très décriées pour leur bilan écologique.

Si Kotkin traite beaucoup des villes (c'est son dada), son affirmation importante est qu'une société sans claire majorité peut mieux fonctionner que les nations qui ré-

sistent à la diversité : la Chine, le Japon, la Corée, le Danemark et les Pays-Bas. Il s'inquiète tout de même de risques de polarisation sociale plus marquée et de difficultés à maintenir le mythe de la mobilité sociale. Il concède enfin que les Etats-Unis risquent de se trouver confrontés à un problème d'identité. Pour le moins.

LOSING CONTROL
The Emerging Threats
to Western Prosperity

par Stephen D. King
Yale University Press, 2010, 279 pages.



Le déclin de l'Occident n'est pas une idée neuve en Europe. Le Britannique Stephen King, économiste en chef de HSBC, propose un livre vif sur l'avenir de l'économie mondiale. Sans équation, l'analyse repose sur la théorie économique et sur l'histoire. Elle est également nourrie de données et d'anecdotes comme des conversations avec des chauffeurs de taxi ou des souvenirs.

Son propos est simple. Nous ne sommes plus seuls dans l'univers. King considère que nous n'avons pas saisi toutes les implications de la nouvelle vague de mondialisation. Si elle est, au total, bénéfique, elle déséquilibre profondément le monde. Les décennies à venir vont connaître une redistribution fondamentale des cartes de la richesse et des pouvoirs. Cette reconfiguration devrait forcer les consommateurs américains et européens à cesser de vivre au-dessus de leurs moyens.

Jusqu'aux années 1970, l'Occident (avec le Japon et la Corée du Sud) était l'économie mondiale. Les pays émergents seront bientôt les plus puissants, dans un contexte d'instabilités augmentées. Le dollar risque d'ailleurs de s'effondrer. King, qui a rendu son manuscrit avant la crise grecque, juge que le euro a un avenir plus assuré.

L'auteur voit un monde où se désagrège le multilatéralisme et où se renforce le bilatéralisme (par exemple entre la Chine et les différents pays africains) et le « capitalisme d'Etat » mélangeant laisser-faire et propriété privée avec des interventions publiques massives, générant dépenses et dettes publiques, grandissantes.

King confirme donc que ce n'est plus sur les pays développés que brillera le soleil économique, mais de l'autre côté du monde. Il note, enfin, que le problème est de savoir si l'Occident, menacé, saura s'adapter, en vieillissant sagement.

JULIEN DAMON, PROFESSEUR
ASSOCIÉ À SCIENCES PO
(MASTER D'URBANISME).

CHRONIQUE DU CERCLE DES ÉCONOMISTES
PAR PIERRE DOCKÈSPourquoi l'économie
risque de replonger

La perspective d'un second plongeon est devant nous. Le risque, cette fois, est d'abord européen, mais une répercussion vers les Etats-Unis ou la reprise est précaire, comme cela a été le cas en 1931-1933, ne saurait être exclue.

La crise de 2007-2009 avait une double base, l'éclatement d'une bulle immobilière et financière dégénérant en crise bancaire, et une crise mondiale de suraccumulation du capital. De cette dernière, la Chine était la source principale, mais elle exportait ses conséquences avec ses capitaux et ses marchandises.

Ce ne fut pas une crise de sous-consommation et les politiques suivies face à la récession ont évité le processus cumulatif classique via la chute de la demande des ménages. Certes, l'Allemagne avait précocement joué sur la baisse de la consommation pour accroître ses exportations, certes, avec l'effondrement de la bulle immobilière, le resserrement du crédit et la récession elle-même, la consommation a diminué aux Etats-Unis, mais elle reprend aujourd'hui. En France, elle a relativement bien tenu. Aujourd'hui, si la reprise est forte dans les pays émergents, elle est fragile aux Etats-Unis, à peine perceptible en Europe et le Japon est en déflation. Alors, le bout du tunnel ? On peut en douter, un choc de demande, d'abord celle des ménages, est probable.

D'un point de vue général, la transition des politiques actives - nécessaires pour éviter l'effondrement conjoncturel - à des politiques d'absorption des liquidités en excès et de réduction des déficits conduit à une contradiction très difficile à gérer, et pas seulement pour des raisons de timing. En effet, en l'absence de telles politiques de réabsorption, le risque est non seulement une crise des dettes souveraines, comme on le voit, mais à plus long terme, il est de reconstruire les conditions de nouvelles bulles, donc d'une nouvelle crise plus grave encore. En revanche, les politiques d'austérité risquent de provoquer un second plongeon. L'Europe est en première ligne, mais elle n'aura pas le monopole des politiques d'austérité et les Etats-Unis ne prolongeront pas leur politique de soutien de l'économie.

Pourquoi surtout l'Europe, la zone euro, puisque partout la récession a réduit les recettes tandis que la lutte contre la crise a accru les dépenses ? Les Etats-Unis, plus encore la Grande-Bretagne ou le Japon n'ont-ils pas des problèmes de déficit budgétaire et de dette importants ? Cela tient à la caractéristique essentielle

de la zone euro : l'existence d'une monnaie unique avec des politiques économiques nationales différentes, d'où un risque d'éclatement. Si la crise de la dette souveraine a commencé par les Etats dont les finances sont les plus fragiles du fait de politiques inconséquentes (Grèce, Portugal), de proche en proche c'est l'Espagne, l'Italie, voire la France, qui risquent d'être affectées.

Plus généralement, l'absence d'une coopération centralisée en Europe laisse la bride sur le cou à la logique de déflation compétitive alors que la solution serait de maintenir des politiques compréhensives concertées jusqu'à la fin de 2011. Le plan d'aide à la Grèce est acté, mais il s'accompagne d'une forte dose d'austérité affectant les revenus des

L'absence d'une
coopération
centralisée en Europe
laisse la bride sur
le cou à la logique de
déflation compétitive.

ménages, et la rigueur s'est déjà imposée au Portugal, à l'Espagne. Chaque nation est condamnée à suivre la stratégie austère, celles qui ne la joueraient pas étant sanctionnées (et surtout lorsque le meneur du jeu, l'Allemagne, joue non coopératif). Dès lors, comment éviter une contraction de la demande en Europe ?

En outre, les pays à fort déficit comptent sur une reprise pour conforter leurs recettes fiscales. Or cette reprise étant d'ores et déjà condamnée par ces politiques mêmes, les déficits vont s'accroître. Et si la crise des dettes souveraines se développe, elle pourrait dégénérer en une crise bancaire aussi ravageuse que celle due aux « subprimes ». Avec cette différence qu'aujourd'hui les banques sont fragilisées et les Etats n'ont plus de munitions : les taux d'intérêt sont déjà très faibles, la création de liquidités a été considérable, la barque des finances publiques est très chargée et les opinions publiques sont exaspérées.

La solution est connue de tous, mais rien ne sert de sauter sur sa chaise en disant « gouvernement économique européen » ; dans la crise, l'Europe sans gouvernement ne peut remonter le vent. Même si le second plongeon est évité, elle subira une nouvelle décennie de stagnation.

Pierre Dockès est professeur
à l'université Lyon-II.

Le trader dans sa bulle

A un mois de l'ouverture de son procès, Jérôme Kerviel sort un livre sans révélations, qui vaut surtout par le récit des quelques mois précédant la chute du trader de la Société Générale.

L'ENGRENAGE

Mémoires d'un trader
par Jérôme Kerviel
Flammarion, 19,90 euros. 269 pages.

Une grande interview au « Journal du dimanche », un passage au « 20 Heures » de France 2, des entretiens avec France Info et Reuters. Le plan média de Jérôme Kerviel était au point pour la sortie de son livre « L'Engrenage », aux éditions Flammarion, mercredi. A un mois de l'ouverture du procès de l'ex-trader de la Société Générale, l'ouvrage ne pouvait réserver de grandes révélations. Jérôme Kerviel se conforme à sa ligne de défense : s'il reconnaît des « fautes », il les a commises avec l'assentiment de la banque et de ses supérieurs : « Les méthodes que j'utilisais étaient pratiquées autour de moi, mais sans doute pas dans les proportions où moi-même je les menais. Pourquoi, dans ces conditions, aucune des alertes reçues par mes managers n'a entraîné de consé-



quences vives à m'arrêter ? » Les juges d'instruction Renaud Van Ruymbeke et Françoise Desset en ont décidé autrement, qui l'ont renvoyé seul devant le tribunal correctionnel de Paris.

Des ellipses évidentes

Malgré l'absence de révélations et malgré des ellipses évidentes, on ne s'ennuie pas à la lecture, en particulier lors du récit des quelques mois qui ont précédé la chute du trader : le parcours d'un modeste universitaire qui se fait peu à peu admettre au sein

des salles de marché les plus prestigieuses de Paris ; la première perte - 45.000 euros - qui lui donne envie de vomir ; les séminaires organisés à Deauville pour doper le moral des « saigneurs de la finance » ; les premiers « jeux » - opérations spéculatives - pour gagner quelques millions d'euros.

Malheureusement, Kerviel est un peu moins disert sur le moment où il va « basculer », s'enfermer dans sa bulle et perdre totalement la notion des montants engagés. Au mois de mars 2007, il commence ainsi à investir 30 milliards d'euros, outrepassant allégrement les limites assignées à sa table de trading. En janvier 2008, il monte jusqu'à 50 milliards, avant d'être arrêté dans sa course folle. La Société Générale découvre d'abord ses gains de 1,4 milliard pour l'année 2007, qu'il avait masqués par des opérations fictives. « Dis-moi, en 2008, tu n'as pas repris de positions trop fortes ? » l'interroge alors un dirigeant. « Si, un peu », répond le trader...

GUILLAUME MAUJEAN

LA REVUE DU JOUR

Le reporting environnemental vit une crise



La situation. « La question des indicateurs et du reporting vit une crise : on se fonde encore sur une approche floue qui répond surtout aux investisseurs éthiques mais qui ne traduit pas le mouvement de création de valeur dans le sens du développement durable », écrit Patrick d'Humières, président d'un centre de formation à l'économie durable, dans la revue des dirigeants financiers « Echanges ».

La solution. Consommation d'eau, valorisation des déchets, certaines entreprises cotées, telles Alstom ou Accor, ne se contentent plus depuis longtemps de donner leur émissions de CO₂ dans le cadre

de l'obligation qui leur est faite de publier un bilan social et environnemental. « Echanges » estime que l'heure est venue d'aller plus loin pour tout le monde. Facile d'accès, cet ensemble d'articles courts propose de passer des concepts à la pratique « car la maîtrise d'usages nouveaux s'imposera désormais rapidement aux managers », constate le professeur Jean-Jacques Pluchart. Cet essor de la comptabilité environnementale et sociétale passera par des tableaux de bord prospectifs, des méthodes comme l'Activity Based Costing, constate l'expert en pilotage de la performance, Francis Cuisinier, qui permettront, par exemple, de détecter les futurs « coûts cachés ».

J.-M. CO

« Echanges », la revue des dirigeants financiers, avril 2010,
70 pages, 15 euros.

Les Echos sur votre mobile

m.lesechos.fr

TOUTE L'ÉCONOMIE PARTOUT, TOUT LE TEMPS